

PREFECTURE DU JURA

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Lons-le-Saunier, le 22 août 2006

Bureau de l'environnement et du cadre de vie

**Bordereau de transmission**

REFER : BECV/MC

à

Affaire suivie par :  
Mme Maryse CHAMPIER  
Tél : 03.84.86.85.95  
maryse.champier@jura.pref.gouv.fr

- **Monsieur le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales**
- **Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt**
  - **Monsieur le Directeur départemental de l'équipement**
- **Monsieur le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement – subdivision de Lons**
- **Monsieur le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement – BP 1269 – 25005 BESANCON CEDEX**

OBJET	NOMBRE	OBSERVATIONS
Objet : Alimentation en eau potable – Mise en place des périmètres de protection de la prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux à Clairvaux-les-Lacs - Déclaration d'utilité publique à la demande du SIE du Petit Lac de Clairvaux		
✓ Copie de mon arrêté préfectoral n° 1434 du 22 août 2006	1	Pour information.

L'Attaché, Chef de Bureau,



Gérard LAFORET

PREFECTURE DU JURA

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Bureau de l'environnement et du cadre de vie

Arrêté N° 1434

Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac de Clairvaux  
Prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux – commune de Clairvaux

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :  
♦ de la dérivation des eaux superficielles  
♦ de l'instauration des périmètres de protection

Arrêté portant autorisation de traiter et de distribuer au public de  
l'eau destinée à la consommation humaine

Arrêté portant autorisation de prélèvement au titre des articles  
L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement

LE PREFET DU JURA,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'expropriation ;  
VU le code de l'environnement & notamment les articles L.214-1 à L.214-6 sur les régimes d'autorisation et de déclaration, l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et l'article L.432-5 sur les débits réservés ;  
VU le code du domaine de l'Etat ;  
VU le code de la santé publique & notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et les articles R. 1321-1 à R. 1321-66 et annexes 13-1 à 13-3 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;  
VU le code de l'urbanisme & notamment les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU le code rural ;  
VU le code forestier ;
- VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;  
VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;  
VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;  
VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;  
VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

.../...

- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;
- VU les articles 6,8 & 9 du décret n° 73-219 du 23 février 1973 portant application des articles 40 & 57 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration pris pour l'application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;
- VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;
- VU l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;
- VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 ;
- VU les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrains soumis à déclaration ainsi qu'aux prélèvements soumis à déclaration ou autorisation relevant de la nomenclature ;
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU la circulaire du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;
- VU la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU la circulaire DGS/SD7A/2003/633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC), adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996 ;
- VU les délibérations du conseil syndical du SIE du Petit Lac de Clairvaux des 21 mars 1998 et 29 juin 2005 sollicitant la mise en œuvre de la procédure de protection du captage sis dans le Petit Lac de Clairvaux ;
- VU le rapport de M. l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 30 janvier 2003 et le complément d'information du 21 juin 2006 sur les limites du périmètre de protection rapprochée ;
- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n° 1372 en date du 27 septembre 2005 a été publié et affiché, qu'un avis au public d'ouverture d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 29 jours consécutifs du 26 octobre au 23 novembre 2005 dans les communes de Clairvaux-Les-Lacs et Soucia ;
- VU les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n° 1629 en date du 15 novembre 2005 portant prorogation de l'enquête publique jusqu'au 12 décembre 2005, a été publié et affiché, qu'un avis au public de prorogation d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 19 jours supplémentaires dans les communes de Clairvaux-Les-Lacs et Soucia ;
- VU les avis et conclusions du commissaire enquêteur en date du 24 février 2006 ;
- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 29 juin 2006 ;

VU le document établi le 17 août 2006 par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac de Clairvaux exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération, ci-annexé ;

Considérant qu'il convient de protéger la ressource en eau et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour de la prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux, ainsi que les mesures envisagées, constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura :

## **ARRETE**

### **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac :

- La dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir de la prise d'eau superficielle dans le Petit Lac de Clairvaux, située sur la commune de Clairvaux-Les-Lacs conformément au plan annexé ;
- La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

#### **ARTICLE 2 - CAPACITE DE POMPAGE**

Le volume maximum de prélèvement autorisé sur la prise d'eau est respectivement de :

- Débit horaire : 50 m3/heure
- Débit journalier : 1200 m3/jour (pour un pompage sur 24 heures)

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.  
L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Afin de satisfaire les autres usages de l'eau situés à l'aval immédiat d'une part, et afin de maintenir l'intégrité des écosystèmes aquatiques d'autre part, l'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

#### **ARTICLE 3 - LOCALISATION DU CAPTAGE**

**Prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux :**

Commune de Clairvaux-Les-Lacs, au lieu-dit « Le Petit Lac », sur la parcelle n° 48 - section AM  
Code BSS : 604-4X-027  
Coordonnées Lambert : X : 861,73 Y : 178,66 Z : 527 m

#### **ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS**

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par l'instauration de ces périmètres.  
Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

## **ARTICLE 5 - PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour de la prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

### **ARTICLE 5.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**

Un périmètre de protection immédiate, centré sur la station de pompage implantée à 50 mètres de la rive du lac sur les parcelles n°288 et 289 – section A2 de la commune Soucia, est défini.

Ce périmètre doit rester propriété du Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac.

Le périmètre de protection immédiate doit être clôturé.

Dans ce périmètre, toute activité autre que celles liées à l'entretien de la parcelle et la production d'eau destinée à la consommation humaine est interdite.

### **ARTICLE 5.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

Le périmètre de protection rapprochée défini intègre le plan d'eau du Petit Lac et ses abords ainsi que le bassin d'alimentation des sources karstiques qui l'alimentent, en particulier la grotte et la Fontaine du Piley, la grotte de la Nitrière et la Fontaine Néron.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans les extraits parcellaires joints en annexe.

Dans ces zones, les activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau seront recensées et régulièrement contrôlées, pour, le cas échéant, mise en conformité avec la réglementation en vigueur.

#### **Prescriptions générales :**

- Le périmètre de protection rapprochée est une zone non constructible.
- Les parcelles qui le constituent, devront conserver leur vocation actuelle de prairie, de marais, de tourbière ou de forêt.

#### **Interdictions :**

Sur ces parcelles du périmètre de protection rapprochée, sont notamment interdits, sauf extension ou modification d'installations ou de bâtiments existants, autorisés et en conformité avec la réglementation :

- la navigation de bateaux à moteur thermique sur le Petit Lac de Clairvaux ;
- la création de sites de baignade aménagée sur les rives du Petit Lac ;
- la création de campings
- l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les décharges et dépôts de déchets d'origine urbaine, artisanale, industrielle ou agricole ;
- les stockages d'hydrocarbures autres que les stockages de moins de 5000 litres à usage domestique ou agricole, placés dans une cuvette de rétention étanche et incombustible dont la capacité est au moins égale au volume du réservoir.
- l'épandage de boues de station d'épuration et de matières de vidange ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation, à usage commercial, artisanal, industriel ou agricole.

#### **Activités réglementées :**

##### **⇒ Stockages d'hydrocarbures**

Les stockages d'hydrocarbures (fioul) à usage domestique, agricole, ou industriel recensés dans le périmètre de protection rapprochée, doivent être placés sur une cuvette de rétention étanche et incombustible dont la capacité est au moins égale au volume du réservoir.

## ⇒ Exploitations et pratiques agricoles

### • Assainissement des bâtiments d'élevage – Gestion des déjections

Les installations existantes, qu'elles soient soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ou qu'elles relèvent des dispositions du règlement sanitaire départemental, doivent être équipées de dispositifs étanches de récupération des déjections animales.

Les purins, les lisiers, les jus d'ensilage et les eaux de lavage doivent également être évacués dans des fosses étanches. Toutes ces installations doivent être dimensionnées pour permettre un stockage minimum de 3 mois.

### • Pratiques agricoles

Les dispositions du Code de Bonnes Pratiques Agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées, ainsi que l'utilisation éventuelle de produits phytosanitaires doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

### Epandages de fumures organiques (fumiers, purins, lisiers)

Sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée, les épandages de fumure organique sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées à plus de 100 mètres des rives du Petit Lac de Clairvaux, sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (> 20 cm) ;
- **la carte pédologique** déterminant les classes d'aptitude des sols à l'épandage des effluents organiques, réalisée dans le cadre de la charte pour l'environnement de la communauté de communes du Pays des Lacs (octobre 1999) **est le document de référence pour la définition des zones aptes à l'épandage**. Il est joint en annexe à cet arrêté.
- les épandages doivent être réalisés en période favorable et de forte activité végétative.

### Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 120 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).

## ⇒ Utilisation de produits phytosanitaires – Herbicides

Sur la totalité du périmètre de protection rapprochée, l'utilisation des herbicides est restreinte aux usages pour lesquels il n'existe aucune autre alternative en matière de désherbage ou de lutte contre les adventices. Sont concernés les usages agricoles et non agricoles (particuliers ou collectivités).

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac, les communes de Clairvaux les Lacs et de Soucia, en lien avec les services de l'Etat, sont chargés de relayer auprès des différentes catégories d'utilisateurs une information sur le raisonnement des pratiques et les techniques alternatives aux traitements chimiques.

## ⇒ Entretien des voiries et autres infrastructures de transport

Le défrichage et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le périmètre de protection rapprochée sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

## ⇒ Exploitation forestière

Les parcelles boisées concernées par le périmètre de protection rapprochée doivent conserver leur couvert forestier.

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir les pollutions et le ravitaillement en carburant des engins utilisés se fera en dehors du périmètre de protection, ou à défaut dans des conditions permettant de prévenir toute forme de pollution par des hydrocarbures.

### ARTICLE 5.3 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Le périmètre de protection éloignée de la prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux est en totalité inclus dans une zone forestière (forêt de La Joux), parcourue par des chemins d'exploitation et la RD 118 reliant Clairvaux à Chatel de Joux.

Il constitue une zone de vigilance vis-à-vis des activités susceptibles d'altérer la productivité et la qualité de l'eau des captages. En cas de besoin, ces activités pourront être réglementées par arrêté préfectoral, en complément de la réglementation générale.

Les parcelles boisées concernées par ce périmètre de protection doivent conserver leur couvert forestier.

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir les pollutions et le ravitaillement en carburant des engins utilisés se fera en dehors du périmètre de protection, ou à défaut dans des conditions permettant de prévenir toute forme de pollution par des hydrocarbures.

Le défrichement et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le périmètre de protection éloignée sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

### ARTICLE 6 - PUBLICATION DES SERVITUDES

La notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac, bénéficiaire de l'autorisation préfectorale, est chargé d'effectuer ces formalités.

### ARTICLE 7 – RESPECT DES SERVITUDES - SANCTIONS

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

#### Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

#### Dégradation d'ouvrages, pollution

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

## **ARTICLE 8 – MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION EN CAS DE DEGRADATION DE LA QUALITE DE L'EAU**

En l'absence d'amélioration ou en cas de dégradation de la qualité de la ressource en eau, la présente autorisation pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire et conduire à la mise en place de prescriptions plus contraignantes.

L'usage de certains produits, notamment phytosanitaires, pourra être interdit s'il s'avère qu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau.

## **ARTICLE 9 - MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE**

**Droit de préemption urbain. (article L. 1321-2 du code de la santé publique)**

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R. 1321-13-3 du code de la santé publique).

**Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique)**

I. – La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. - La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

## **TRAITEMENT & DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 10 - MODALITES DE LA DISTRIBUTION DE L'EAU – TRAITEMENT DE L'EAU**

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la prise d'eau du Petit Lac de Clairvaux, dans le respect des modalités suivantes :

- *L'eau, avant distribution, fait l'objet d'un traitement de clarification-désinfection par ultrafiltration suivi d'une chloration permettant une continuité du traitement.*
- Les performances du traitement de clarification - filtration des eaux du Petit Lac de Clairvaux permettent de garantir en permanence, au lieu de mise en distribution des eaux, le respect des exigences de qualité fixées par le code de la santé publique pour le paramètre turbidité :

- *Limite de qualité : inférieure à 1,0 NFU*
- *Référence de qualité : inférieure à 0,5 NFU*

- ***Les eaux distribuées doivent satisfaire aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.***
- Seuls peuvent être utilisés les produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.
- Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
- Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

#### **Rendement des réseaux de distribution :**

le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur;

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac veille au bon entretien et à l'étanchéité des canalisations de son réseau de distribution.

Un rendement élevé (rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés par les usagers) doit être recherché en permanence. Un objectif de rendement minimum de 70 % est fixé.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac met en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les éventuelles fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

### **ARTICLE 11 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU**

#### **Surveillance**

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et met en œuvre un plan de surveillance de la qualité de l'eau. qui comprend notamment :

- ***l'examen régulier des installations,***
- ***un programme de tests ou d'analyses sur des points déterminés en fonction des risques identifiés,***
- ***la tenue d'un fichier sanitaire consignait l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance.***

Les résultats sont tenus à la disposition du préfet qui est également informé de tout incident susceptible d'avoir des conséquences pour la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac prévient la DDASS dès qu'il en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

#### **Contrôle**

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac.

Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres de protection et des servitudes.

### **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS**

Les captages ou les installations de production doivent être équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute. Les agents des services de l'Etat ont constamment libre accès aux installations autorisées. Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

### **ARTICLE 13 - INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE**

Sont affichés au siège du Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac et dans les mairies des communes desservies par le syndicat, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception et tenus à la disposition du public :

- L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- Leur interprétation sanitaire faite par la DDASS ;
- Les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

### **AUTORISATION au titre du code de l'environnement (articles L.214-1 à L.214-6)**

#### **ARTICLE 14**

Est autorisé l'ouvrage de prélèvement de la prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux, relevant de la rubrique n°2-1-0 - "Ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un plan d'eau, d'un débit total égal ou supérieur à 5% du débit global d'alimentation du plan d'eau".

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 15 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE**

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac, bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac devra être porté à la connaissance du préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **ARTICLE 16 - DUREE DE VALIDITE**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage de la prise d'eau dans le Petit Lac de Clairvaux reste en exploitation dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **ARTICLE 17 - NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE**

Le présent arrêté est transmis au président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants agricoles des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est notifié aux maires des communes de Clairvaux-Les-Lacs et de Soucia en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

## **ARTICLE 18 - DELAIS DE RECOURS ET DROIT DES TIERS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

## **ARTICLE 19- MESURES EXECUTOIRES**

La secrétaire générale de la préfecture,  
Le président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Petit Lac  
Les maires des communes de Clairvaux-Les-Lacs et Soucia,  
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Le directeur départemental de l'équipement,  
Le directeur régional de l'industrie, de la recherche & de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Jura, mis en ligne sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée au :

Président du Conseil général du Jura ;  
Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;  
Directeur régional de l'Office national des forêts ;  
Directeur du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) ;  
Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

Lons-le-Saunier, le **22 AOUT 2006**

Le préfet,

Le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER



Pour copie conforme,  
pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET



LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégué,  
La Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX  
DU PETIT LAC DE CLAIRVAUX

Exposé des motifs et considérations justifiant le  
Caractère d'utilité publique de l'opération

Le Syndicat Intercommunal des eaux du Petit Lac de Clairvaux regroupe 6 communes représentant environ : 800 habitants et alimente en dépannage la commune de Clairvaux les lacs dont la population est de 1500 habitants.

L'eau distribuée est de bonne qualité comme l'atteste les nombreuses analyses faites régulièrement.

Afin d'assurer la pérennité de cette qualité il est apparu nécessaire au comité syndical de lancer la procédure de protection du captage de la station de pompage du petit lac de Clairvaux.

La mise en place de tel périmètre est une obligation réglementaire qui découle du Code de santé publique et a pour objectifs :

- d'empêcher la dégradation des ouvrages de prélèvements,
- d'éviter le rejet de substances polluantes susceptibles d'altérer la qualité des eaux captées,
- de maîtriser le développement de toutes nouvelles activités incompatibles avec la préservation des ressources exploitées,
- de renforcer les dispositifs de prévention et de contrôle dans les zones de captage,
- de limiter le recours à des traitements coûteux et sophistiqués en préservant la qualité initiale de l'eau.

Les périmètres de protection définis autour du captage du Petit Lac, répondent à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique. Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster leur délimitation et les prescriptions s'y rapportant. S'ils induisent certes quelques contraintes pour les propriétaires et exploitants des terrains concernés par la protection, celles-ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus. Ainsi, les périmètres de protection devraient permettre d'assurer dans le futur l'approvisionnement en eau potable des 6 communes adhérentes au syndicat et pour la vente d'eau <<en gros>> en dépannage à la ville de CLARVAUX, ce qui représente environ 2300 habitants multipliés par 5 ou 6 en période estivale.

C'est pourquoi le S.I.E. du Petit Lac de Clairvaux s'est engagé dans cette voie considérant que dans un but d'utilité publique, elle permet de protéger la santé des générations présentes et futures et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable en préservant les ressources.

Pour copie conforme,  
pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

Fait à HAUTECOUR, le 17 Août 2006  
Le Président du S.I.E.





## **ETAT PARCELLAIRE**

### **PRISE D'EAU DU PETIT LAC**

VU par le Préfet,  
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour  
LONS-LE-SAUNIER, le ...2.2.AOÛT.2006.  
LE PRÉFET,



Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER



Pour copie conforme,  
pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

#### **Légende :**



Parcelles concernées par le périmètre de protection immédiate (PPI)

## ETAT PARCELLAIRE

P.P.R.

PETIT LAC

## Section AM – CLAIRVAUX-LES-LACS

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
19	Au-dessus des lacs	6 ha 31 a 40	Pâture	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	/
20	Au-dessus des lacs	1 ha 12 a 00	Pré	Mme BRENET Simone	44 Rue Neuve 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	
22	Au-dessus des lacs	60 a 60	Pré	Mme et M. CHASTRE Marcel Mme PY Edith	10 Rue Georges Clémenceau 25200 MONTBELLARD 20 Route Héricourt 25200 MONTBELLARD	
23	Au-dessus des lacs	54 a 50	Pré	M. PERRODIN Serge	15 Rue Sommeiller 74000 ANNECY	
24	Au-dessus des lacs	69 a 60	Pré	M. DEVAUX Michel M. DEVAUX Alain Mme DEVAUX Odette	39240 AROMAS 37 Bd des Cotes 73100 AIX LES BAINS Sous la Ville 39240 AROMAS	
25	Au-dessus des lacs	2 ha 44 a 20	Pré + Bois	M. DE HAUT DE SIGY Didier Mme TOURY Marie	19 Boulevard Suchet 75016 PARIS 8 Avenue Alphonse 75116 PARIS	
26	Au-dessus des lacs	99 a 70	Pâture	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	/
30	Pré tournon	13 ha 15 a 10	Bois	Groupeement forestier de la région des lacs	39130 CHATEL DE JOUX	
33	Pré tournon	87 a 94	Bois résineux	Mme et M. THIVENT Michel	37 Rue des Prés Verts 39130 BOISSIA	
34	Pré tournon	3 ha 67 a 00	Bois mixte	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	Régime forestier
35	Côte de la Nirière	10 ha 74 a 30	Bois + pâture	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	
37	Le Langard	78 a 45	Pâture	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	Régime forestier
38	Le Langard	1 ha 22 a 22	Terrain	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
39	Le Langard	1 ha 84 a 93	Sol	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
40	Le Langard	66	Sol	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
41	Le Langard	10 a 13	Terrain	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
42	Le Langard	1 ha 06 a 99	Pré	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
44	Le Langard	2 ha 70 a 50	Pré	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
45	Le Langard	1 ha 03 a 50	Bois résineux	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	
46	Le Langard	17 a 40	Pâture	M. PERRIN Michel	52 Rue Neuve 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	/
47	Le Langard	2 ha 65 a 50	Pré	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS Commune de SAINT OUEN	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS 50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	

48	Le Petit Lac	17 ha 70 a 90	Lac	N. DE HAUT DE SIGY Didier Mme TOURY Marie	19 Boulevard Suchet 75016 PARIS 8 Avenue Alphonse 75116 PARIS
49	Le Langard	7 a 87	Sol	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS
50	Le Langard	31 a 72	Sol	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN
55	Le Langard	2 ha 86 a 60	Pâturage	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS
56	Le Langard	14 a 40	Pré	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN
61	Au-dessus des lacs	4 a 90	Pré	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS
62	Au-dessus des lacs	44 a 50	Pré	M. JARTIER Joël	Sur les Banchois 39570 SAINT MAUR

### Section AN - CLAIRVAUX-LES-LACS

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
39	Côte chaude	2 ha 94 a 30	Bois	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	Régime forestier
82	La Nirière	6 ha 50 a 60	Bois résineux	Commune de CLAIRVAUX-LES-LACS	La Ville 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	Régime forestier

### Section A2 - SOUCIA

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
229	Sous Buron	60 a 80	Bois résineux	Mme BONNARD Hélène	42 Av Albert 1 <sup>er</sup> de Belgique 38000 GRENOBLE	Propriétaire
230	Sous Buron	23 a 20	Bois résineux	Mlle SAGE Sandrine	14 Rue Cornelle 30133 LES ANGLÉS	Propriétaire
231	Sous Buron	32 a 10	Bois résineux	Mme BONNARD Hélène	42 Av Albert 1 <sup>er</sup> de Belgique 38000 GRENOBLE	Propriétaire
232	Sous Buron	15 a 80	Terre	Mlle SAGE Sandrine	14 Rue Cornelle 30133 LES ANGLÉS	Propriétaire
				M. FERRUX Norbert	9 Rue de l'Ancien Stade 69360 TERNAY	Propriétaire
233	Sous Buron	65 a 30	Bois résineux	Mlle BENOIT Monique	2 Place Coimbra 13090 AIX EN PROVENCE	Propriétaire
				M. BENOIT Pierre	315 Rue de Montbourgau 39570 L'ETOILE	Propriétaire
234	Sous Buron	6 a 00	Pâturage	Mme LAME Claudette	24 Rue de Courcelles 25400 ARBOUANS	Propriétaire
				Mlle BENOIT Monique	2 Place Coimbra 13090 AIX EN PROVENCE	Propriétaire
				M. BENOIT Pierre	315 Rue de Montbourgau 39570 L'ETOILE	Propriétaire
235	Sous Buron	63 a 40	Bois résineux	Mme LAME Claudette	24 Rue de Courcelles 25400 ARBOUANS	Propriétaire
				Mlle BENOIT Monique	2 Place Coimbra 13090 AIX EN PROVENCE	Propriétaire
				M. BENOIT Pierre	315 Rue de Montbourgau 39570 L'ETOILE	Propriétaire
				Mme LAME Claudette	24 Rue de Courcelles 25400 ARBOUANS	Propriétaire

236	Sous Buron	1 ha 53 a 20	Bois résineux	M. Mme DADAUX .....	Rue du Village 39800 BERSAILLIN Chazebois 39800 COLONNE	Propriétaire
239	Sous Buron	1 ha 22 a 00	Landes	Mme BOISSON Chantal .....	3 Route de Thoiria 39130 SOUCIA	Propriétaire
240	Sous Buron	53 a 70	Bois résineux	Mme DEMIERES Simone	3 Route de Thoiria 39130 SOUCIA	Propriétaire
241	Sous Buron	53 a 80	Bois résineux	M. JACQUEMET Henri .....	Rue Champ d'Augeon 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	Propriétaire
242	Sous Buron	29 a 80	Bois résineux	M. JACQUEMET Claude .....	4 Rue du Four 39130 CLAIRVAUX-LES-LACS	Propriétaire
243	Sous Buron	67 a 60	Bois résineux	M. JACQUEMET Eric .....	162 Chemin de Vieilles Rues 39230 LOMBARD	Propriétaire
244	Sous Buron	19 a 40	Landes	Mme DEMIERES Simone	3 Route de Thoiria 39130 SOUCIA	Propriétaire
245	Sous Buron	41 a 00	Landes	Mme DEMIERES Simone	3 Route de Thoiria 39130 SOUCIA	Propriétaire
246	Sous Buron	13 a 40	Landes	M. Mme DUMONT-GIRARD Georges	4 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
247	Sous Buron	14 a 50	Landes	Mme THIBERT Isabelle .....	Chemin des Toupes 39570 TRENAL	Propriétaire
248	Sous Buron	9 a 30	Landes	M. ALABOUVETTE Guy	6 Rue des Sources 39130 SOUCIA	Propriétaire
249	Sous Buron	39 a 05	Landes	Mme DEMIERES Simone	3 Route de Thoiria 39130 SOUCIA	Propriétaire
250	Sous Buron	18 a 80	Landes	Mlle BENOIT Monique .....	2 Place Coimbra 13090 AIX EN PROVENCE	Propriétaire
251	Sous Buron	1 ha 27 a 50	Landes	M. BENOIT Pierre .....	315 Rue de Montbournieu 39570 L'ETOILE	Propriétaire
252	Sous Buron	3 ha 12 a 00	Landes	Mme LAME Claudette .....	24 Rue de Courcelles 25400 ARBOUANS	Propriétaire
253	Sous Buron	1 ha 94 a 90	Landes	M. Mme DUMONT-GIRARD Georges	1 Rue des Sources 39130 SOUCIA	Propriétaire
254	Sous Buron	88 a 70	Landes	Mme THIBERT Isabelle .....	2 Place Coimbra 13090 AIX EN PROVENCE	Propriétaire
255	Sous Buron	16 a 45	Bois	M. RICHARD Christian	315 Rue de Montbournieu 39570 L'ETOILE	Propriétaire
256	Sous Buron	34 a 40	Pré	Propriétaires du BND 519 AO 252 SOUCIA	24 Rue de Courcelles 25400 ARBOUANS	Propriétaire
257	Sous Buron	1 ha 00 a 30	Pré	Commune de SAINT OUEN	4 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
258	Sous Buron	87 a 00	Landes	Commune de SAINT OUEN	Chemin des Toupes 39570 TRENAL	Propriétaire
259	Sous Buron	1 h 57 a 00	Bois résineux	Commune de SAINT OUEN	7 Rue Montrichard 39130 COGNA	Propriétaire
260	Sous Buron	79 a 00	Futaies	Commune de SAINT OUEN	Au Village 39130 SOUCIA	Propriétaire
261	Sous Buron	36 a 00	Bois	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	Propriétaire
262	Sous Buron	48 a 20	Bois	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	Propriétaire
263	Sous Buron	3 ha 22 a 76	Bois résineux	Commune de SAINT OUEN	50 Av Gabriel Péri 93400 SAINT OUEN	Propriétaire
				Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Propriétaire
				Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
				Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Propriétaire
				Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Propriétaire
				Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Propriétaire
				Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Propriétaire

264	Sous Buron	42 a 00	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
265	Sous Buron	84 a 00	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
266	Sous Buron	82 a 30	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
267	Sous Buron	83 a 00	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
268	Sous Buron	81 a 30	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
269	Sous Buron	77 a 00	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
270	Sous Buron	78 a 80	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
271	Sous Buron	1 ha 03 a 00	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
272	Sous Buron	86 a 90	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
273	Sous Buron	83 a 20	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
274	Sous Buron	74 a 50	Bois	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
287	Sous Buron	8 ha 09 a 33	Pâturage	Hameau de CHAMPSIGNA	39130 SOUCIA	Régime forestier
290	Sous Buron	53 a 78	Terre	Mme DEMIERES Simone	3 Route de Thoiria 39130 SOUCIA	Propriétaire

## Section F1 - SOUCIA

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
58	Aux courts champs	3 ha 32 a 90	Bois résineux	M. DADAUX Michel	Rue du Village 39800 BERSAILLIN	Propriétaire
89	Aux Chalets	1 ha 00 a 00	Bois	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	Propriétaire
90	Aux Chalets	14 a 15	Pâturage	M. Mme ARDIET Paul	14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
92	Aux Chalets	86 a 23	Terre	M. Mme ARDIET Paul	14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
93	Aux Chalets	21 a 70	Bois	M. Mme ARDIET Paul	14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
94	Aux Chalets	5 a 80	Pâturage	M. Mme ARDIET Paul	14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
95	Aux Chalets	53 a 20	Terre	M. Mme PERRIER Patrick M. PERRIER Jacques	18 Rue du Boichot 39100 DOLE 13 CRS Sablon 63000 CLERMONT FERRAND	Propriétaire
96	Aux Chalets	24 a 30	Bois résineux	M. PERRIER Jacques	18 Rue du Boichot 39100 DOLE	Propriétaire
97	Aux Chalets	14 a 50	Bois résineux	M. DEMIERES Christophe	13 CRS Sablon 63000 CLERMONT FERRAND	Propriétaire
98	Aux Chalets	15 a 20	Bois	M. DEMIERES Christophe	9 Avenue Jean Jaurès 39300 CHAMPAGNOLE	Propriétaire
555	Aux Chalets	4 a 10	Pré	M. Mme ARDIET Paul	14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
556	Aux Chalets	11 a 65	Pré	Commune de SOUCIA M. Mme ARDIET Paul	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA 14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire

## Section F5 - SOUCIA

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
436	Sur la Scie	4 a 85	Bois	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	Propriétaire
437	Sur la Scie	80 a 05	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
438	Sur la Scie	36 a 05	Futaie	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
439	Sur la Scie	34 a 20	Bois résineux	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
440	Sur la Scie	28 a 65	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
441	Sur la Scie	4 a 90	Bois	Mlle MONNERET Josiane	34 Rue des Baronnies 39000 LONS-LE-SAUNIER	Propriétaire
442	Sur la Scie	45 a 30	Bois résineux	Mlle MONNERET Josiane	34 Rue des Baronnies 39000 LONS-LE-SAUNIER	Propriétaire
443	Sur la Scie	71 a 97	Bois	Mlle MONNERET Josiane	34 Rue des Baronnies 39000 LONS-LE-SAUNIER	Propriétaire
444	Aux Calabruux	18 a 95	Bois	Mlle MOYNE Jeannine	366 Chemin de l'Abbaye 39310 LAMOURA	Propriétaire
445	Aux Calabruux	24 a 48	Bois résineux	Mlle MOYNE Jeannine	366 Chemin de l'Abbaye 39310 LAMOURA	Propriétaire
446	Aux Calabruux	1 ha 07 a 85	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
447	Aux Calabruux	18 a 90	Bois résineux	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
448	Aux Calabruux	15 a 60	Bois résineux	M. LAURAIN Jean-François	29 Rue du Général Sarraill 92220 BAGNEUX	Propriétaire
449	Aux Calabruux	29 a 30	Bois résineux	M. LAURAIN Jean-François	29 Rue du Général Sarraill 92220 BAGNEUX	Propriétaire
450	Aux Calabruux	29 a 40	Bois résineux	M. LAURAIN Jean-François	29 Rue du Général Sarraill 92220 BAGNEUX	Propriétaire
451	Aux Calabruux	15 a 45	Bois	Mme ECOCHARD Janine	7 Rue Jean Mermoz 39000 LONS-LE-SAUNIER	Propriétaire
452	Aux Calabruux	61 a 85	Pré	M. NICOD Claude	3 Rue de l'Eglise 39130 SOUCIA	Propriétaire
453	Aux Calabruux	42 a 50	Bois résineux	Mme ECOCHARD Janine	7 Rue Jean Mermoz 39000 LONS-LE-SAUNIER	Propriétaire
454	Aux Calabruux	8 a 65	Bois résineux	Mme TEPPE Jeanne	17 Rue des Lilas 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE	Propriétaire
455	Aux Calabruux	49 a 45	Bois résineux	Mme TEPPE Jeanne	17 Rue des Lilas 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE	Propriétaire
456	Aux Calabruux	6 a 30	Bois	Mme ECOCHARD Janine	7 Rue Jean Mermoz 39000 LONS-LE-SAUNIER	Propriétaire
461	Aux Calabruux	35 a 35	Bois résineux	Mlle CARLOD Veronique	Ecole Champ d'Aunay 58110 AUNAY EN BAZOIS	Propriétaire
462	Aux Calabruux	36 a 65	Bois résineux	Mme TEPPE Jeanne	17 Rue des Lilas 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE	Propriétaire
463	Aux Calabruux	21 a 60	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
464	Aux Calabruux	9 a 75	Bois	M. GIROUD Pierre	10 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
465	Aux Calabruux	48 a 55	Bois résineux	Mlle GIROUD Emile	39150 SAINT LAURENT EN GRANDVAUX	Propriétaire
466	Aux Calabruux	40 a 50	Pré	M. GIROUD Pierre	10 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
467	Aux Calabruux	13 a 20	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	39150 SAINT LAURENT EN GRANDVAUX	Propriétaire
468	Aux Calabruux	20 a 95	Bois résineux	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
469	Aux Calabruux	21 a 10	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire

470	Aux Calabruux	11 a 50	Bois	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
471	Aux Calabruux	47 a 05	Bois résineux	Mme CLOSCAVET Désiré	Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	Propriétaire
472	Aux Calabruux	62 a 00	Bois résineux	M. LAURAIN Jean-François	29 Rue du Général Sarraïl 92220 BAGNEUX	Propriétaire
547	En Voleraies	54 a 30	Bois	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	Propriétaire
553	En Voleraies	64 a 40	Bois résineux	Mlle CRETIN Pascale	16 Grande Rue 39130 COGNA	Propriétaire
554	En Voleraies	79 a 20	Bois résineux	M. CARLOD Jacques	1 Rue du Foyard 39130 SOUCIA	Propriétaire

## Section ZB - SOUCIA

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
28	En Montailis	1 ha 47 a 50	Bois	M. FERRUX Norbert .....	9 Rue de l'Ancien Stade 69360 TERNAY	Propriétaire
				Mme FERRUX Blanche .....	8 Montée de la Rippe 39130 SOUCIA	
				M. FERRUX Michel .....	77 Rue Philippe Fabia 69008 LYON	
29	En Montailis	69 a 50	Terre	M. RICHARD Christian	7 Rue Montrichard 39130 COGNA	Propriétaire
30	En Montailis	36 a 30	Terre	M. RICHARD Christian	7 Rue Montrichard 39130 COGNA	Propriétaire
31	En Montailis	2 ha 14 a 30	Terre	M. RICHARD Christian	7 Rue Montrichard 39130 COGNA	Propriétaire
32	En Montailis	14 a 70	Chemin	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	Propriétaire
101	En Montailis	1 h 46 a 70	Terre	M. RICHARD Christian	7 Rue Montrichard 39130 COGNA	Propriétaire

## Section ZC - SOUCIA

N°	LIEUDIT	SUPERFICIE	NATURE	PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	EXPLOITANT
1	Aux Nuisières	2 ha 44 a 30	Terre + Bois	Mme BOILLEY Nathalie	Grange de Planet 39130 VERTAMBOZ	Propriétaire
2	Aux Nuisières	25 a 30	Terre	Mme BOILLEY Nathalie	Grange de Planet 39130 VERTAMBOZ	
3	Aux Nuisières	30 a 50	Chemin	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	
4	Aux Nuisières	3 ha 98 a 60	Terre + Bois	M. ARDIET Claude	2 Impasse des Monthieux 39130 SOUCIA	Propriétaire
5	Aux Nuisières	2 ha 82 a 60	Terre + Bois	M. ROULIN Roger	1 Rue de l'Eglise 39130 SOUCIA	Propriétaire
6	Aux Nuisières	2 ha 64 a 10	Terre + Pâture	M. Mme DUMONT-GIRARD Georges Mme THIBERT Isabelle .....	4 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	M. GRILLET Pascal
7	Aux Nuisières	33 a 90	Pâture	Commune de SOUCIA	Chemin des Toupes 39570 TRENAL	M. GRILLET Pascal
8	Aux Nuisières	2 ha 09 a 00	Terre + Pré	Mme FEVRE Claire	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	Propriétaire
				Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS		M. ARDIET Claude

9	Aux Nuisières	5 ha 16 a 60	Terre + Pâture	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	M. ARDIET Claude
10	Aux Nuisières	2 ha 29 a 70	Terre + Pâture	M. ARDIET Claude	2 Impasse des Monthieux 39130 SOUCIA	M. ARDIET Claude
11	Aux Nuisières	2 ha 33 a 10	Terre + Bois	M. Mme ARDIET Paul	14 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	M. ARDIET Claude
12	Aux Nuisières	2 ha 97 a 10	Terre + Pâture	M. GIROUD Pierre ..... Mlle GIROUD Emile .....	10 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	M. GRILLET Pascal
13	Aux Nuisières	2 ha 49 a 60	Terre + Pré	Mme FEVRE Claire	39150 SAINT LAURENT EN GRANDVAUX Par UDAF du Jura 4 Rue Edmond Chapuis 39005 LONS	M. ARDIET Claude
14	Aux Nuisières	2 ha 06 a 00	Pâture	Commune de SOUCIA	2 Rue de la Mairie 39130 SOUCIA	Propriétaire
15	Aux Nuisières	1 ha 95 a 40	Bois	M. Mme DUMONT-GIRARD Georges Mme THIBERT Isabelle .....	4 Route de CLAIRVAUX-LES-LACS 39130 SOUCIA	Propriétaire
16	Aux Nuisières	1 ha 08 a 40	Bois résineux	M. ETIEVANT Patrick	Chemin des Toupes 39570 TRENAL	
17	Aux Nuisières	95 a 20	Bois résineux	M. BOURGEAT Jacques	6 Boulevard Sevigne 21000 DIJON	Propriétaire
					17 Rue des Lilas 76700 CONFLANS SAINT-E-HONORINE	Propriétaire

Nom de l'Unité de Distribution : **SIAEP DU PTIT LAC DE CLAIRVAUX**

UGE : ADD.DU SIAEP DU PT LAC DE CLAIRVAUX  
exploitant : S.D.E.I CUISEUX - SAINT AMOUR

**Caractéristiques de l'UDI :**

Population desservie : 805  
Désinfection : Chlore et ultrafiltration

Nbre de branchements en Plomb  
recensés sur le réseau de distribution  
en 2000 :  
(données fournies par l'exploitant)

5

**1 - Qualité bactériologique de l'eau distribuée :**

année	Nbre d'analyses représentatives de la qualité de l'eau distribuée	Nbre d'analyses non conformes pour les germes fécaux	Taux de conformité des analyses pour les germes fécaux	Contamination maximale observée pour les germes fécaux
2005	8	0	100%	0
bilan triennal 2003 - 2004 - 2005	25	1	96%	6
bilan triennal 2000 - 2001 - 2002	27	0	100%	0

**Commentaires sur les résultats de l'année 2005 :**

Eau de très bonne qualité bactériologique.

**Commentaires sur les résultats du bilan triennal 2003 - 2004 - 2005 :**

Eau de bonne qualité bactériologique.  
Le niveau de contamination d'origine fécale des analyses non conformes reste modéré.

VU par le Préfet,  
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour  
LONS-LE-SAUNIER, le ...2-2-AOÛT-2006

Préfecture du Jura  
Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale  
Jasane CHEVALIER

Nom de l'Unité de Distribution : **SIAEP DU PTIT LAC DE CLAIRVAUX**

UGE : ADD.DU SIAEP DU PT LAC DE CLAIRVAUX  
exploitant : S.D.E.I CUISEUX - SAINT AMOUR

**2 - Qualité physico-chimique de l'eau distribuée :**

A l'exception des paramètres pH, conductivité, turbidité et teneur en chlore résiduel (si l'eau est désinfectée) qui sont systématiquement mesurés sur les points de surveillance du réseau de distribution (UDI), les paramètres physico-chimiques sont analysés sur les prélèvements réalisés sur les installations de production (TTP) et les captages (CAP).

**Remarque 1 :**

Une valeur moyenne ou minimum nulle signifie que la (ou les) valeur(s) du paramètre analysé est inférieure au seuil de détection de la méthode analytique du laboratoire.

**Remarque 2 :**

Pour chacun de ces paramètres, seuls les résultats d'analyses représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sont pris en compte

paramètre	unité	norme (N) ou niveau guide (NG)	Signification du paramètre	Nb valeur	valeur moyenne	maximum mesuré	minimum mesuré
<b>Paramètres en relation avec la structure naturelle des eaux</b>							
pH	unité pH	N : entre 6,5 et 9,0	équilibre - acidité de l'eau	12	7,76	8,10	7,50
Conductivité	µS/cm	NG : 400 µS/cm	indicateur de la minéralisation globale	8	408	421	391
Dureté	°F	NG : entre 10 et 30 °F	teneur en carbonates de calcium et magnésium	3	20,7	21,3	19,8
Turbidité	NTU	N : < à 2,0	indicateur de la limpidité de l'eau	8	0,30	0,90	0,15
<b>Paramètres relatifs à des éléments indésirables</b>							
Chlore résiduel	mg/l	NG : < à 0,100 mg/l	un résiduel de chlore non nul garantit la qualité microbiologique de l'eau.	11	0,055	0,300	
Fer	µg/l	N : < à 200	l'excès de fer donne une couleur rouille à l'eau - tache le linge.	2	0	0	0
Manganèse	µg/l	N : < à 50	l'excès de manganèse donne une couleur noire - tache le linge.	3	0	0	0
Fluor	µg/l	N : < à 1500 NG : 500 - 1500	oligo-élément. Les besoins journaliers sont satisfaits pour le niveau guide.				
Nitrates	mg/l	N : < à 50 NG : < à 25	indicateur d'une pollution azotée	4	1,9	3,4	0,0
Pesticides	µg/l	N : < à 0,100 µg/l	Herbicide, insecticides, fongicides... concentrations de la substance majoritaire	2	0,000	0,000	0,000

**Commentaires :**

Eau de minéralisation peu accentuée.  
Eau de dureté moyenne  
Faible turbidité.

La concentration moyenne en nitrates est basse. La ressource est peu vulnérable aux pollutions diffuses d'origine agricole.  
Absence de pesticides (concentrations inférieures au seuil de détection analytique pour les substances recherchées).



Pour copie conforme,  
pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET



Paul BROQUET

Hydrogéologue agréé pour le Département du Jura

A

Madame la Directrice  
DDASS du Jura

*Objet : Périmètres de protection du S.I.E. du Petit Lac de Clairvaux.*

Madame la Directrice,

Lors de la dernière session du C.D.H. du Jura un débat a eu lieu sur les limites du P.P.R. du captage du S.I.E. du Petit Lac de Clairvaux dans le secteur dit de « En Montallais ».

Pour la définition de ce périmètre j'ai fait usage des connaissances acquises d'ordre géologique et hydrogéologiques. Je les rappellerai succinctement.

#### Connaissances géologiques.

Dans le secteur concerné on note des dépôts superficiels (moraines glaciaires hétérogènes) épais de quelques mètres reposant en discordance sur des calcaires fracturés du Rauracien ou sur leur substratum argovien marno-calcaire. Le faible pendage des séries calcaires doit s'opérer vers l'E ou le SE en direction du Petit Lac. Ces séries calcaires, karstifiées, très perméables, à circulation souterraine rapide alimentent les sources visibles à l'W du Petit Lac (Buron) ou invisibles quand elles apparaissent directement dans le Petit Lac (partie sud-est de celui-ci). Ces séries calcaires affleurant très peu sont donc alimentées en eau par infiltration à partir des formations superficielles morainiques.

Les séries superficielles discordantes sur le substratum alimentent localement les sources du Villaret au S du Grand Lac de Clairvaux.

#### Connaissances hydrogéologiques.

Le secteur concerné comporte deux nappes aquifères superposées, la nappe superficielle des dépôts morainiques et celle plus profonde des calcaires karstifiés rauraciens. Les deux nappes sont indépendantes mais peuvent localement se trouver en communication par suite d'une perméabilité verticale des moraines dont le faciès varie horizontalement.

La coloration du 18.09.2002 (Cabinet Caille) réalisée en basses ou moyennes eaux en un point situé à l'angle des parcelles 30 et 31, contre le chemin d'exploitation n° 16 dans les moraines quaternaires reposant sur des calcaires fracturés a démontré très logiquement un écoulement vers le N au sein des moraines pour aboutir aux sources du Villaret (voir rapport du Cabinet Caille du 8.11.2002). Cette coloration démontre que la nappe superficielle, en basses eaux, à

partir de ce point s'écoule en direction du Grand Lac. Elle ne démontre nullement les relations avec la nappe karstique des calcaires sous-jacents. Cette coloration indique également dans les formations superficielles sensiblement la limite entre les bassins du Petit et du Grand Lac mais ne permet pas de définir avec certitude la limite profonde du bassin des calcaires qui alimente le Petit Lac. En effet, ces deux limites ne coïncident pas et peuvent même largement diverger. De plus, il faut signaler que dans le secteur concerné les moraines sont localement érodées, dans l'axe de la Combe de Montallais ce qui fragilise en cet endroit le substratum calcaire karstifié se développant en profondeur vers l'E de la Combe. Bien entendu seule une étude de grand détail sur les relations exactes entre nappe superficielle et nappe profonde permettrait peut-être d'être plus précis.

#### Délimitation du Périmètre de Protection Rapproché (P.P.R.)

Le choix a été fondé sur la limite géométrique du bassin d'alimentation du Petit Lac par les calcaires rauraciens. Ce bassin est limité vers le bas par son aquicluité marno-argovien. Celui-ci affleure en fond de lac et à 1,50m de profondeur dans la Combe de Montallais comme signalé dans le rapport Caille (2002). Vers l'W son affleurement sous les moraines doit se situer légèrement à l'W du chemin d'exploitation n°16 au niveau duquel sont encore signalés les calcaires du Rauracien à 2m de profondeur (Caille, 2002). Ces calcaires sous très faible épaisseur, annoncent la terminaison à faible distance à l'W du chemin n°16 du réservoir aquifère rauracien. La coloration ayant montré qu'à partir de ce chemin le substratum était protégé par les moraines superficielles avec drainage vers le N, j'ai adopté, comme limite du *Périmètre rapproché le chemin d'exploitation n°16 et confirme ici cette limite*. Elle permet de protéger l'aquifère des calcaires rauraciens qui alimentent le Petit Lac de Clairvaux et au sein desquels la circulation est rapide. Elle présente l'avantage de protéger le Petit Lac de la pollution par les écoulements profonds mais également le Grand Lac par les écoulements superficiels. Un périmètre éloigné ne se justifie pas au delà de cette limite qui jalonne sensiblement le réservoir aquifère rauracien vers l'W.

*En conclusion*, c'est une logique de prévention des risques qui a guidé le zonage choisi visant à une protection efficace de ce patrimoine naturel que constitue l'eau des lacs dont les réserves s'avèrent une ressource indispensable pour les générations futures et pour l'ensemble des communes concernées.

Veillez agréer, Madame la Directrice, l'assurance de ma considération distinguée.

Besançon le 21.06.2006

P. BROQUET

Pour copie conforme,  
pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

VU par le Préfet,  
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour  
LONS-LE-SAUNIER, le 22 AOUT 2006

LE PRÉFET,  
Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Générale

Christiane CHEVALIER

